

Pirater la politique ?

Les nouveaux partis contestataires en Allemagne

Dorothea Bohnkamp*



Depuis peu, deux « flibustiers » sont apparus sur la scène politique allemande et pourraient éventuellement jouer le rôle de trouble-fête aux prochaines élections, voire même menacer le savant jeu des coalitions actuellement à l'œuvre.

Alternativen für Deutschland?

Vor der Bundestagswahl 2013 ist das Abschneiden der Piratenpartei und der Alternative für Deutschland allen Umfragen zum Trotz höchst ungewiss. Es könnte wahlentscheidend sein.

Dorothea Bohnkamp von der *Universität du Maine*, Le Mans - Laval, erläutert das Entstehen und die Programme dieser beiden jüngsten „Protestwählerparteien“, die über weitaus mehr Wählerpotential verfügen als monothematische (Splitter-)Parteien in Deutschland bislang; ihr Auftritt auf der politischen Bühne birgt die Möglichkeit eines Paradigmenwechsels in der politischen Landschaft der Bundesrepublik.

Ohne dezidierte Antworten auf ihre Fragestellungen und Kritik zu geben, so die Autorin, bräuchten die Piraten mit ihren Forderungen nach mehr politischer Beteiligung und Transparenz die Hoffnung auf eine andere, bürgernähere Politik zum Ausdruck; auch die europakritische „Anti-Euro-Partei“ positioniere sich mit Fundamentalopposition zur Konsenspolitik der etablierten Parteien.

Diese wären, so Dorothea Bohnkamp, gut beraten, die Ängste und Wünsche alternativwählender Bürgerinnen und Bürger ernst zu nehmen und sich etwa über das Gemeinwohl und mehr staatsbürgerliche Beteiligung daran Gedanken zu machen.

Red.

Couvrant de par leurs thématiques l'ensemble de l'échiquier politique allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, ces nouveaux partis contestataires touchent un vaste électorat potentiel, déçu par l'offre politique des partis traditionnels, et disposent de relais médiatiques efficaces. Sont-ils dès lors en mesure de former des corsaires potentiellement dangereux, et plus fondamentalement, sauront-ils, à plus long terme, apporter un changement de paradigme au paysage politique outre-Rhin ?

L'ascension fulgurante du *Piratenpartei* (parti des Pirates, appelé plus communément les *Piraten*) en 2012, qui a réussi à rassembler en peu d'années d'existence 25 000 adhérents, semble en effet chambouler la scène politique allemande. S'inspirant des principes de fonctionnement de la toile qu'elle souhaite appliquer à la sphère politique, cette formation se veut un véritable laboratoire politique, revendiquant de nouvelles formes de participation à l'image de la société numérique qu'elle appelle de ses vœux.

A l'instar des Verts au début des années 1980, les *Piraten* sont une antithèse assez bariolée et non-conventionnelle des partis établis, recrutant à l'origine dans les milieux des *hackers* (pirates informatiques) et des *geeks* partis en croisade contre toute forme de régulation du web. Il revendique en effet l'adaptation de la démocratie aux possibilités offertes par la révolution numérique ; partisan d'une « *démocratie fluide* » qui consiste à débattre et à voter toutes les décisions politiques par ses militants sur la toile ou via *Twitter*, ce par-

* Dorothea Bohnkamp est Maître de conférences au Département d'études germaniques de l'Université du Maine.

ti vise un *feed-back* permanent, émanant de la base du parti. De la retransmission en direct sur internet des séances parlementaires à l'organisation des campagnes électorales directement assurées par les militants : cette forme novatrice de pratiquer la participation directe est certainement la marque d'originalité du parti, qui répond à une réelle demande électorale en faveur de plus de transparence et d'ouverture de la démocratie représentative.

Depuis son entrée spectaculaire dans plusieurs diètes régionales, à Berlin en septembre 2011, puis en 2012 dans la Sarre, en Schleswig-Holstein et en Rhénanie du Nord/Westphalie, ce parti, qui incarne pour nombre d'électeurs une nouvelle ère de « glasnost » ou de « Printemps allemand », semble depuis faire souffler une brise de vent frais sur le paysage politique de l'Allemagne en campagne électorale. Ces nouveaux flibustiers peuvent surtout se targuer d'un important potentiel d'électeurs, majoritairement abstentionniste et jeunes, l'âge moyen des militants s'élevant à 31 ans. Ce qui séduit ces électeurs, c'est l'image « jeune et décalée » du parti, sa différence affichée par rapport aux grands partis populaires et son affinité avec la web-culture, qui tend une image de miroir de la société civile. Mais derrière son modernisme apparent, il traduit aussi les aspirations réelles d'une partie de l'électorat allemand lassé par les manières de faire de la « politique de papa », le verbiage, les promesses non tenues et les décisions prises en aparté, à laquelle les *Piraten* opposent une démocratie exercée par la base (*Basisdemokratie*), accélérée par un renversement des hiérarchies. Ces réussites ont d'ailleurs donné des ailes au mouvement : lors du sommet international à Prague en 2012, rassemblant les représentants des vingt partis pirates dans le monde, le mouvement international des *Piraten* a réfléchi, sous l'impulsion de leurs camarades allemands auréolés de leurs succès électoraux, à une connexion plus étroite du mouvement et à la création d'un parti européen, le PPEU, qui se présenterait aux élections européennes en 2014.

Son ascension traduit dès lors un réel désenchantement vis-à-vis des partis traditionnels, qui,



désarmés face à l'offensive des jeunes pirates, commencent à copier certaines de leurs recettes à succès et à investir massivement les réseaux sociaux. Ainsi, la région de la Frise (*Landkreis Friesland*) est pionnière en matière d'introduction de la démocratie numérique, car ses citoyens sont associés depuis peu, via *Liquid Feedback*, à toutes les décisions touchant le quotidien de cette circonscription. Mais le faible niveau de participation en Frise interroge aussi la capacité de mobilisation de cette forme de démocratie participative, et en particulier celle des *Piraten*, dont la prétention à l'authenticité et à l'ouverture ressemble davantage à un *modus operandi* qu'à une véritable ligne politique.

Il est vrai que ce parti, idéologiquement proche des Verts, combine une politique sociale de gauche (revendiquant un revenu minimum universel, la gratuité dans les transports en commun, la législation du cannabis, des règles anti-corruption ou encore l'introduction d'éléments plébiscitaires en Allemagne) et des conceptions libérales et libertaires héritées du centre-droit (défendant la liberté sur le web, la protection des données sur internet), fidèle en cela aussi à sa vision du « panachage » en politique. Révélateur de son amateurisme, ce flou programmatique, axé davantage sur des problèmes techniques (comme le débat sur les droits d'auteurs par exemple), n'apporte en revanche rien de neuf au débat politique. D'ailleurs, le parti n'a toujours pas mis en place un programme électoral pour les élections du 22 septembre, ni même une stratégie cohérente pour mener sa campagne électorale. Cette absence de ligne politique claire se paie surtout dans le quotidien parlementaire : en effet, chaque groupe parlementaire des *Piraten* semble mener sa propre petite barque dans les eaux agitées des différentes diètes régionales, et ce, au grand dam de la présidence du parti qui tente désespérément de tenir une formation idéologiquement éclatée.

Le récent débat, portant sur l'introduction de congrès permanents sur la toile, est d'ailleurs révélateur des profondes divisions au sein du parti : rejeté lors du dernier congrès du parti en mai 2013 dans le Haut-Palatinat par la majorité de ses militants, ce projet remet en effet en question l'idée centrale du parti, sa marque de fabrique : la

transparence. Depuis que la presse fait régulièrement part des conflits de personnes à la tête du parti, du départ de plusieurs de ses cadres et des affaires de favoritisme, la transparence s'est également révélée être une mise à nu implacable à l'ère d'internet et un terrible piège pour le parti. A la limite du voyeurisme, celle-ci dicte ses propres lois souvent contraignantes, par moment incompatibles avec l'impératif de survie en politique. En plus, des militants issus de la scène d'extrême droite ont un temps troublé l'image de ce jeune parti novateur, qui s'est alors révélé être un creuset attirant des éléments extrêmes. Officiellement contraires à sa conception du politique, ceux-ci mettent inversement à mal les concepts de liberté et de tolérance officiés en son sein. La question de l'exclusion des militants « trouble-fête » a depuis accéléré les divisions internes et les problèmes d'organisation du parti, confronté aux contraintes de la vie politique réelle, que sa tonalité anti-intellectuelle et sa bonne dose de naïveté ne pourront pas faire oublier de si tôt. Enfin, et à l'instar du parti de la nouvelle gauche, *Die Linke*, lui aussi profondément divisé entre deux tendances (fondamentaliste et réaliste), les *Piraten* sont aussi contraints de se repositionner face au « gauchissement » habilement choisi par les grands partis populaires, en particulier par Angela Merkel qui n'hésite pas à prôner l'encadrement des loyers par exemple.

Après sa grande envolée politique en 2012, le parti, progressivement miné par ses problèmes de direction et son absence de coordination, pâtit depuis le début de 2013 d'une image d'un parti chaotique, incapable de se mettre d'accord sur une identité politique claire et de mobiliser une participation importante. Crédité de 2 % d'intentions de vote aux prochaines élections, le parti ne semble pas être en mesure de satisfaire les attentes placées en lui, et la succession de scandales fait douter de sa volonté de changement et de sa capacité à innover de fond en comble les manières de faire et de penser la démocratie.

Une alternative politique ?

C'est en effet dans un contexte de maillage idéologique que les *Piraten* sont en plus concurrencés par un nouveau parti contestataire, l'afd, *Alter-*

native für Deutschland (Alternative pour l'Allemagne) qui est ouvertement opposé à la politique de « modernisation » actuellement plébiscitée par les partis conservateurs, CDU en tête. Appelée aussi *Anti-Euro-Partei* (Parti contre l'euro) et officiellement fondée en avril 2013, cette formation plaide, sans surprise, pour une « dissolution ordonnée » de la monnaie unique européenne et critique avec virulence la politique de sauvetage de l'euro prônée par Angela Merkel. Recrutant dans des milieux eurosceptiques et nostalgiques du *Deutsche Mark*, le nouveau parti compte nombre de professeurs d'économie ainsi que l'ancien président de la toute puissante fédération des industriels allemands BDI (*Bundesverband der Deutschen Industrie*), Hans-Olaf Henkel, parmi ses soutiens. Fort de ses 16 fédérations régionales et de ses 13 000 adhérents, majoritairement conservateurs, âgés et masculins, il semble constituer un nouveau « parti pirate », en particulier pour les partis conservateurs, dont il reprend un certain nombre de thématiques à son compte.

Certes, sa campagne électorale est prioritairement axée autour des déficits de l'Union monétaire et du plaidoyer en faveur d'une Europe des nations qui tournerait le dos à la bureaucratie bruxelloise – thématiques qui peuvent séduire



à la fois un électorat de gauche comme de droite. Bernd Lucke, son secrétaire général, a d'ailleurs

affirmé que sa formation n'était ni de droite, ni de gauche, ni du centre. Mais il n'empêche que d'autres thématiques, la refonte de la politique familiale (dans un sens plus « maternel ») et un resserrement de la politique d'immigration, relèvent de manière plus explicite encore du populisme de droite. Les points d'articulation avec l'extrémisme de droite sont en effet nombreux ; il n'est d'ailleurs pas étonnant de voir que des membres du parti d'extrême droite, le NPD, aient été présents au premier congrès du parti en avril 2013. Attisant la peur face à un islam censé envahir la société allemande et prônant une société plus exclusive, il est évident que ce parti lorgne également vers un électorat d'extrême-droite ; il

ouvre en tout cas la porte à la vague populiste dans la campagne électorale, longtemps absente sur la scène politique allemande. A en croire différents sondages qui estiment que 36 % des Allemands ne seraient pas défavorables à une éventuelle suppression de l'euro, persuadés que le contribuable allemand a trop longtemps soutenu à bout de bras le laxisme budgétaire des pays du Sud, cette nouvelle formation a de quoi inquiéter les partis établis : en particulier la CDU ; le principal parti conservateur a perdu en quelques mois 1 200 adhérents, partis grossir les rangs de l'AfD, qui pourrait en effet constituer une alternative, marquée plus clairement à droite, pour une partie de l'électorat de la CDU, rebutée par la politique de « modernisation » d'Angela Merkel, à la fois en termes de politique familiale (avec le projet d'introduire un mariage pour tous en Allemagne) et de politique énergétique (la sortie du nucléaire). La concurrence de ce petit parti pourrait de fait coûter cher à la chancelière sortante, qui pourrait perdre des voix décisives de son électorat, d'autant qu'un sondage réalisé par l'institut *Allensbach* a estimé au début de l'année que le potentiel de l'AfD pourrait s'élever à 17 % d'électeurs. Or, sa remise en cause ouverte de l'intégration européenne peut rassembler bien au-delà de la seule droite : en passant par le centre, c'est-à-dire le FDP (qui héberge aussi une antipathie pour une Europe, qu'il juge trop coûteuse), jusqu'à la gauche (en particulier *Die Linke*), pourrait se dessiner un vaste cercle politique engagé dans le combat contre la politique européenne menée par Angela Merkel.

L'AfD est vivement critiquée par les partis établis (SPD, CDU et FDP), ceux-ci hésitent en effet dans la stratégie à adopter face à ce nouveau challenger. A la différence des ténors de la CDU

qui estiment qu'une riposte frontale offrirait à l'AfD une tribune inespérée et préfèrent, officiellement du moins, ignorer ce mouvement, le candidat social-démocrate, Peer Steinbrück, a récemment mis en garde contre un parti qu'il estime hautement dangereux pour la démocratie allemande. Certes, les sondages créditent actuellement ce parti de 2 à 3 % d'intentions de vote, et estiment qu'il sera très vraisemblablement absent du prochain *Bundestag*. Ses divisions internes, les récentes démissions de plusieurs cadres du parti, et une proximité politique trop visible avec l'extrême-droite semblent également affaiblir ce jeune parti, qui ne présentera d'ailleurs pas de candidats aux élections régionales en Bavière, une semaine plus tôt. Néanmoins, un report de voix du vote conservateur pourrait tout de même fragiliser la CDU et faire le lit de la gauche. Ce serait donc paradoxalement sur l'Europe, son cheval de bataille, que la réélection d'Angela Merkel pourrait se jouer.

Sans pour autant apporter de réponses pertinentes, ces deux mouvements de protestation cristallisent néanmoins un vote contestataire réel : dénonçant d'une part un déficit démocratique, le parti pirate exprime avant tout l'espoir d'un renouvellement profond de la politique, qui associerait plus étroitement ses administrés. Renouant lui aussi avec une vision nostalgique de faire la politique, le parti « anti-euro » défend en revanche une approche radicalement opposée en prônant le repli sur soi. Dans les deux cas de figure, le risque électoral pour les grands partis semble mesuré, mais les préoccupations des électeurs, si décalées ou contestables qu'elles puissent paraître, devraient interpeller les partis établis et les inciter à repenser la notion de bien collectif et de son juste partage avec les citoyens.

Die PARTEI

Une autre formation sera sur les rangs le 22 septembre – pour la première fois. Elle s'appelle tout simplement *Die Partei* (le parti). Fondée en 2004 par Martin Sonneborn, le rédacteur en chef de la revue satirique *Titanic*, elle doit son nom à l'acronyme qui traduit son action « *de parti*

(*Partei*) pour le travail (*Arbeit*), l'Etat de droit (*Rechtsstaat*), la protection des animaux (*Tierschutz*), la promotion des élites (*Elitenförderung*) et l'initiative démocratique (*basisdemokratische Initiative*) ». *Die Partei* veut entre autre reconstruire le Mur de Berlin. Meilleur résultat régional obtenu jusqu'ici : 0,5 %.